L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 26 MARS 1887. 60me Année

Dufour & Dennet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI, 26 MARS 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse Arcade.

PAR HOEY & O'CONNOR : Residences de deux Nos 2 et 4 rue de la Hospitale et No 2131 rue du Bayou. Residence de deux pour la famille, rue des rues Dryades et St Andrè, avançant terrain rue du Quartier du Bayou.

PAR W. E. HODGSON : Propriétés de valeur améliorées dans les Premier et Quatrième Districts : terres dans la paroisse Livingston. Propriétés de valeur vacante coin des rues Canal et Claiborne.

PAR JAS. F. GUINAULT : Magnifique résidence rue des Champs Elysées—Petite maison rue Ste Anne No 114 et immeuble rue des Dames No 128.

PAR PENDLE, HOEY : Comptoir de la Pharmacie Coté rue Clio à son Intersection Coté Broadway, coin Camp et Lafayette. Un lot de terre rue Soniat, entre Prytania et Coliseum à bonnes tables d'hôte, une table de billard et quelques installations etc.

La nouvelle loi des Etats-Unis sur l'immigration.

Nos lecteurs doivent se rappeler que le Congrès a voté une loi qui prohibe l'importation et l'immigration aux Etats-Unis d'étrangers liés par un contrat conclu en dehors de l'Union, et en vertu duquel ils se sont engagés à un travail quelconque en faveur de quelque personne, corporation ou compagnie.

Le point qu'elle passe un peu inaperçue, mais qui semble de véritables services au pays, concerne également exécution, et il est destiné à sauver le travail national d'une concurrence inégale et dangereuse ayant pour effet de produire des baisses désastreuses de salaires.

Nous avons jamais été de ceux qui ont prétendu appeler des restrictions à la venue des étrangers. L'histoire des Etats-Unis est faite, presque tout entière, de cette grande idée d'immigration. Ce sont les nouveaux venus travaillant sans cesse, qui ont fécondé le territoire et en ont fait la nation si grande et prospère. Le moment se montrait à elle même, elle rencontrait toutes ses tractions, elle tournait la pierre aux quelle d'or, ou élevait une barrière devant les étrangers qui voudraient pénétrer chez elle. Il serait donc tout à fait contraire aux mesures de cette nature, quand ces causes cesseront d'exister, aux quelles elles doivent leur origine. Mais il n'en est pas de même de la loi qui vient d'être votée. Elle n'est pas destinée à rester indéfiniment en vigueur. Elle ne vise qu'un but spécial, et elle ne peut avoir d'effet que pendant un temps limité. Elle n'est pas permanente.

Les mêmes choses ont leurs mouvements. L'immigration a les siens. Aujourd'hui elle, ou demain, ses causes ou ses effets peuvent être tout différents de ce qu'ils sont aujourd'hui. Les Américains ne sont rien moins. Ils ont servi, et ils sont encore, à bien des égards, les maîtres du monde. Ils ne prétendent, ni le feront jamais, à se garantir de la concurrence.

C'est simplement une bonne et utile loi, qui a l'adresse de la vieille loi que, on le sait, n'est pas encore abrogée, mais qui est devenue à cette fausse et fatale application qu'en réunion en deux mots : contrat de travail. Ce qu'on entend comme article de foi, que la liberté est l'existence de liberté, quand elle en est, au contraire, la négation manifeste ; cette chose changée de nature et cesse d'être vérité, pour prendre la masque d'une apparence. Le verdict prononcé à Chicago, qui déclarait, contre les anarchistes, bien qu'ils ne fussent les auteurs, bien qu'ils ne fussent les auteurs, bien qu'ils ne fussent les auteurs